

Je ne connais pas par le menu les détails de ce bill. Mais je ne puis m'empêcher de regretter que le député de Broadview (M. Gilbert), qui vient de parler, ait abordé la question de l'abolition de l'impôt sur les successions sans la rattacher à celle de l'impôt sur les gains de capital. Comme le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Mahoney) l'a signalé, il faut rattacher l'impôt sur les gains de capital à l'impôt sur les successions. Il l'a appelé un impôt sur les successions retenu à la source.

• (3.20 p.m.)

On ne peut pas, en toute honnêteté, relever un aspect du bill sans tenir compte des autres, et ensuite déclarer, en démagogue, qu'il s'agit d'une disposition qui aidera les riches.

M. Peddle: Il faudrait un long discours pour couvrir tous les aspects d'un bill de 707 pages.

M. Francis: Il n'est pas question de cela. J'invite ici les députés, bien sincèrement, à s'en tenir aux observations raisonnables. Le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) ne cesse de parler du dégrèvement pour dividendes, comme si l'augmentation de 20 à 33 1/3 p. 100 n'avantage que les riches. Il n'ajoute pas que le dégrèvement lui-même est imposable et qu'on tire une ligne à 40 p. 100 pour les taux d'impôt marginaux. Quiconque est imposé à raison de 40 p. 100 ou plus, sera moins bien partagé en vertu de la nouvelle loi que l'ancienne. Mais le député de Winnipeg-Nord n'en souffle pas mot. Il persiste à parler d'un don aux riches. A mon avis, lorsque des députés avertis se trompent ainsi, à dessein, cela ne favorise pas la bonne intelligence à la Chambre.

La mesure à l'étude vise à une réforme fiscale à long terme. C'est ce qu'a réclamé le monde des affaires. Beaucoup de décisions à prendre au Canada dépendent d'une certaine connaissance de l'évolution future de notre système fiscal. Après avoir connu dans ce domaine, pendant une décennie, une confusion parfaite, il nous appartient maintenant d'examiner cette mesure article par article, et aussi de convaincre le monde des affaires et les contribuables canadiens que le Parlement du Canada a agi de la manière la plus démocratique possible en vue d'énoncer les principes fondamentaux qui régiront notre système fiscal.

M. Charles Thomas (Moncton): Monsieur l'Orateur, l'amendement proposé par mon collègue d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) démontre encore une fois combien les politiques gouvernementales sonnent creux. Elle nous a permis de révéler les véritables intentions du gouvernement de voir clair dans ses déclarations trompeuses qui essaient de faire croire à la population que cette prétendue réforme fiscale est la fin des fins.

S'il fallait d'autres preuves de cette attitude gouvernementale, nous en trouverions une preuve très suffisante dans le discours que vient de prononcer le député d'Ottawa-Ouest (M. Francis). Là encore, il tente de jeter du brouillard autour de ce bill. Il a avancé que ce bill était la chose la plus importante qui nous soit jamais arrivée, mais il passe complètement sous silence le fait que nous avons besoin d'une relance économique. Cette réforme fiscale peut attendre. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de redonner des emplois aux gens pour qu'ils puissent payer des impôts.

Ce qui prouve bien que le gouvernement ne s'attendait pas à ce qu'on relève le défi, c'est la réaction consternée lorsque Votre Honneur a décidé de recevoir cet amende-

[M. Francis.]

ment. Quand ils ont commencé à se ressaisir, ils ont immédiatement essayé de boycotter le débat, de refuser d'y prendre part, dans l'espoir que l'opposition s'essoufflerait. Comment expliquer, autrement, le silence complet du député de Don Valley (M. Kaplan) qui avait tant de choses à dire quand on a étudié le Livre blanc en comité, ou celui du député d'Etobicoke (M. Gillespie) qui a publié tant de communiqués au sujet de ses doctrines fiscales favorites? Pourquoi ce silence soudain? Ces députés sont-ils maintenant d'accord avec des propositions qu'ils ne voulaient même pas entendre il y a quelques mois, ou bien les a-t-on retirés des rangs et obligés à se tenir tranquilles? S'il en est ainsi, je me demande s'ils sont heureux de leurs remplaçants.

Reconnaissent-ils que, jusqu'ici, l'apport des membres du gouvernement à ce débat s'est limité à quelques interventions sans importance de députés de l'arrière-ban? Sont-ils d'accord avec l'apport des députés qui, vexés, de toute évidence, par des critiques justifiées, ont fait des sorties cinglantes contre l'opposition? Tout ce que j'ai pu saisir de leurs observations, c'était que le projet de réforme fiscale constituait la mesure législative la plus admirable jamais présentée à la Chambre, et que l'opposition avait grand tort de ne pas en permettre l'adoption sans débat préalable, de sorte que tous les Canadiens puissent bénéficier, dès le 1^{er} janvier, des largesses de ce gouvernement plein de bienveillance. Autrement dit, nous commettons, selon eux, une grande injustice à l'égard des millions de Canadiens qui devaient bénéficier d'un allègement de l'impôt. Ces députés croient-ils vraiment ce qu'ils racontent? Peut-être, comme l'a fait remarquer le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield), la conclusion la plus charitable à tirer de tout cela est-elle que le gouvernement a présenté là un projet de loi tellement épouvantable qu'il ne sait pas lui-même ce dont il en retourne.

Voudraient-ils nous faire accroire que le bill va mettre fin à tous les maux économiques du Canada, soulager le demi-million ou davantage de Canadiens qui, de toutes façons, ne paient pas d'impôt, ne pouvant trouver du travail dans cette société juste? Voudraient-ils nous faire accroire qu'il y a dans le bill quoi que ce soit qui puisse encourager le secteur privé de l'économie à se développer, à fournir de nouveaux postes à nos effectifs de travail en augmentation rapide? Croient-ils vraiment qu'une augmentation d'impôts, camouflée en réforme fiscale, résoudra les nombreux maux dont souffre notre économie? S'ils croient tout cela, ils sont entièrement en désaccord avec les économistes, les comptables, les hommes d'affaires et presque tous les autres Canadiens qui, maintes fois, ont déclaré que rien dans ce bill ne peut remédier aux problèmes à long terme de l'économie canadienne. Ils croient peut-être vraiment tout cela. En effet, n'est-ce pas la caractéristique d'un libéral que de se croire seul à avoir raison?

Après avoir écouté tous ces porte-parole du gouvernement, il ne m'a pas déplu de lire un certain éditorial de cet organe par excellence du libéralisme qui est la *Free Press* de Winnipeg, article paru le 14 septembre, c'est-à-dire le jour même où ces porte-parole libéraux nous disaient que tous les Canadiens voulaient que nous adoptions en toute hâte ce fameux bill fiscal. Évidemment, il n'y avait pas eu de consultation entre ces députés et la *Free Press*, car le journal exprimait des vues diamétralement opposées à celles des apologistes libéraux. C'est pourquoi j'aimerais en consigner certains passages au compte rendu. Cet éditorial est coiffé du titre suivant: «The Mists of Autumn», et voici comment il commence: